

# GUIDE D'INFORMATION SUR LA LIBERATION CONDITIONELLE



## Questions fréquemment posées (FAQ) sur le litige de la libération conditionnelle pour les personnes détenues et leurs réseaux de soutien

Le 30 mai 2019, le Southern Poverty Law Center (SPLC) et l'American Civil Liberties Union (ACLU) ont déposé une poursuite contre le Department of Homeland Security (DHS) devant le tribunal régional des États-Unis. Le poursuivant alléguait que le bureau extérieur de la Nouvelle-Orléans pour l'immigration et les Douanes (ICE) refusait aux demandeurs d'asile admissibles un examen équitable de la libération conditionnelle. Le 5 septembre 2019, le juge James E. Boasberg a accordé les requêtes pour la certification de groupe et une injonction préliminaire dans l'affaire Heredia Mons, et al. v. McAleenan et al. (DHS). Beaucoup de gens se posent des questions sur ce que cette décision signifie et comment elle peut affecter les cas de personnes détenues par le bureau extérieur de la Nouvelle-Orléans ICE.

### 1. Que signifie la décision du juge du 5 septembre 2019?

*Injonction préliminaire.* Une injonction est une ordonnance d'un juge forçant une partie à une affaire à prendre certaines mesures ou à s'abstenir de prendre certaines mesures. Dans ce cas, le juge fédéral a ordonné au bureau extérieur de la Nouvelle-Orléans ICE de suivre certaines procédures lorsqu'il prend des décisions concernant les demandes de libération conditionnelle des membres du groupe. Premièrement, ils doivent informer les gens de leur droit de demander une libération conditionnelle dans une langue qu'ils comprennent. Deuxièmement, ils doivent donner aux gens la possibilité de présenter des preuves soutenant des demandes de libération conditionnelle. Troisièmement, ils doivent tenir compte de cette preuve à la lumière de trois facteurs clés pour décider d'accorder ou non la libération conditionnelle. Les facteurs sont les suivants:

- a. *Identité.* La personne a-t-elle montré à la satisfaction d'ICE qu'elle est bien celle qu'elle prétend être?
- b. *Risque de s'enfuir.* La personne a-t-elle montré que si elle était libérée, elle respecterait son obligation d'assister à toutes les audiences du tribunal dans son affaire d'immigration?
- c. *Danger pour la communauté.* La personne a-t-elle montré qu'elle ne constituait pas un danger pour la communauté?

*Certification de groupe.* Lorsqu'un juge certifie un groupe, cela signifie que ses décisions dans l'affaire s'appliquent non seulement aux demandeurs nommés dans la poursuite judiciaire, mais également à tous les membres du groupe. Cet outil permet aux poursuites judiciaires de bénéficier à un plus grand nombre de personnes soumises aux mêmes préjudices subis par les plaignants. Dans ce cas, le juge a provisoirement certifié un groupe aux fins de l'application de l'injonction préliminaire, ce qui signifie que tous les membres du groupe sont admissibles à une décision de libération conditionnelle conformément aux règles énoncées ci-dessus. Le juge a autorisé SPLC et l'ACLU de Louisiane à représenter tous les membres du groupe aux fins de cette poursuite judiciaire. **Cela ne signifie pas que nous représentons chaque membre du groupe dans sa demande individuelle de libération conditionnelle; nous ne le faisons pas.**

### 2. Qui fait partie du groupe? Qui sont les personnes admissibles à une exonération partielle potentiel dans le cadre de cette poursuite?

Le groupe est composé de personnes qui répondent aux exigences suivantes:

- a. Actuellement sous la garde du bureau extérieur de l'ICE à la Nouvelle-Orléans, ce qui signifie qu'ils sont détenus par l'ICE en Louisiane, au Mississippi, en Alabama, en Arkansas ou au Tennessee
- b. A été détenu immédiatement après s'être présenté à un port d'entrée à la frontière des États-Unis et avoir demandé l'asile<sup>1</sup>
- c. A passé avec succès une entretien sur la crainte fondée **ET**
- d. N'a pas un arrêté définitive d'expulsion

### 3. Qu'en est-il des personnes détenues dont les appels ont été rejetés par la Commission des Appels de l'Immigration (BIA); ce procès les aide-t-il?

Malheureusement, les individus dont les appels ont été rejetés par la BIA ne sont pas inclus dans le groupe sauf d'exceptions très limitées. Par conséquent, les ordonnances du juge ne leur sont pas applicables. Si une personne décide de faire appel de son refus d'asile auprès de la BIA, celle-ci peut maintenir l'appel, le renvoyer au juge de l'immigration ou rejeter l'appel.

Si la BIA maintient l'appel, ils demeurent admissibles à la libération conditionnelle tant qu'ils restent en détention.

Si la BIA rejette l'appel, cette personne a un arrêté définitive d'expulsion et peut être expulsée des États-Unis.

Cependant, si une personne est toujours en train de faire appel de sa décision d'asile auprès de la BIA et n'a pas encore reçu de réponse de la BIA, son arrêté d'expulsion n'est pas définitif et elle peut demander une libération conditionnelle. Veuillez noter que l'ICE peut considérer le refus initial d'un juge d'immigration augmenterait son risque de s'enfuir.

### 4. Comment pouvons-nous arrêter l'expulsion de mon proche après que la BIA a rejeté son appel?

Vous pouvez faire appel de la décision de la BIA devant une cour d'appel de circuit des États-Unis via une requête en révision et demander un sursis à l'expulsion de la cour de circuit. Dans certains circuits, une suspension temporaire de l'expulsion est automatique; cela peut nécessiter des arguments supplémentaires auprès du tribunal afin d'indiquer pourquoi la suspension devrait se poursuivre. Sachez que les sursis à l'expulsion sont difficiles à gagner. Si la Cour de circuit refuse le sursis à l'expulsion et que votre proche est expulsé, son appel peut rester en instance même après son expulsion.

Vous pouvez demander un sursis à l'expulsion de l'ICE en utilisant le formulaire I-246. Vous pourriez être demandé de présenter votre passeport ou autre document de voyage.

Vous pouvez demander à la BIA de réexaminer sa décision dans les 30 jours suivant sa décision si vous pensez que la BIA a mal appliqué la loi. Cela n'entraînera pas de sursis d'expulsion automatique. Vous pouvez déposer un requête en sursis auprès de la BIA.

Vous pouvez être admissible à demander à la BIA ou au tribunal de l'immigration de réouvrir le dossier dans les 90 jours suivant la décision de la BIA. Tous les dossiers ne sont pas éligibles à la réouverture; en général, une affaire peut être rééligible si (a) il y a eu un changement important dans les conditions du pays de telle sorte que le défendeur est désormais éligible à l'asile, (b) le répondant a reçu une assistance légale inefficace et a fait certaines choses pour documenter et aviser l'avocat; (c) les changements intervenus après l'arrêté d'expulsion, soit dans le cas du défendeur, soit dans la loi, signifient que le défendeur ne peut plus être expulsé dans la manière dont le gouvernement a imposé la NTA; et d) un conjoint battu demande certaines formes de mesures de réparation. Ce n'est que dans des circonstances très limitées que cela entraîne une sursis automatique d'expulsion. Une personne peut déposer un requête en sursis auprès du tribunal de l'immigration ou de la BIA.

Pour plus d'informations sur les demandes de réexamen et les demandes de réouverture, vous pouvez visiter:

[https://www.americanimmigrationcouncil.org/sites/default/files/practice\\_advisory/the\\_basics\\_of\\_motions\\_to\\_reopen\\_eoir-issued\\_removal\\_orders\\_practice\\_advisory.pdf](https://www.americanimmigrationcouncil.org/sites/default/files/practice_advisory/the_basics_of_motions_to_reopen_eoir-issued_removal_orders_practice_advisory.pdf) ou

[https://www.splcenter.org/sites/default/files/motion\\_to\\_reopen\\_guide\\_spanish.pdf](https://www.splcenter.org/sites/default/files/motion_to_reopen_guide_spanish.pdf)

Veillez noter que le fait de ne pas coopérer au processus d'expulsion peut entraîner des poursuites pénales.

5. Pourquoi le procès ne peut-il pas être modifié pour inclure le reste des personnes qui restent détenues sans procédure établie mais qui ne sont pas dans le groupe?

Nous reconnaissons que le mesure de réparation qui est demandée dans le cadre de ce recours collectif est limitée aux personnes admissibles à la libération conditionnelle en vertu de la directive de 2009 sur la libération conditionnelle, et que de nombreuses personnes sont détenues contre leur gré et méritent une chance de libération, mais ne font pas partie du groupe dans ce poursuite.

Le mesure de réparation dans ce cas est limité. Certaines de ces limitations sont liées à la façon dont le gouvernement a conçu les lois sur l'immigration. Le gouvernement enferme les personnes soumises à plusieurs lois et règles différentes qui s'appliquent à différents stades des affaires d'immigration. Plus précisément, différentes lois et règles régissent la détention des personnes avant et après qu'elles aient reçu un arrêté définitif d'expulsion. La règle appliquée dans ce cas est la directive de 2009 sur la libération conditionnelle, une règle que le Homeland Security a créée pour ne s'appliquer qu'à certaines personnes. Le gouvernement est d'avis depuis longtemps que les personnes ayant fait l'objet d'un arrêté définitif d'expulsion ne sont pas admissibles à une libération conditionnelle en vertu de la directive de 2009 sur la libération conditionnelle.

Nous partageons votre tristesse que tout le monde ne soit pas désormais éligible à un mesure de réparation dans le cadre de notre poursuite. Nous espérons cependant que vous partagez vous aussi notre conviction qu'il vaut mieux aider certains que personne et que la lutte pour la justice pour vos proches détenus ne s'arrête certainement pas là.

6. Si je demande une libération conditionnelle maintenant, vais-je l'obtenir?

Le bureau extérieur de l'ICE à la Nouvelle-Orléans dispose désormais d'une ordonnance du tribunal pour statuer sur les décisions de libération conditionnelle, comme indiqué dans sa propre directive de 2009 sur la libération conditionnelle. Bien que nous espérons qu'ils comprennent la gravité de l'ordonnance du tribunal, nous ne pouvons pas prédire exactement comment ICE va réagir. Même si l'ICE commence à statuer sur les décisions de libération conditionnelle, nous ne pouvons pas savoir combien de personnes seront mises en liberté conditionnelle.

7. Si j'ai déjà demandé une libération conditionnelle, dois-je soumettre une nouvelle demande?

La position des plaignants est que le bureau extérieur de la Nouvelle-Orléans ICE est responsable de réexaminer toute demande de libération conditionnelle passée. Cependant, comme nous ne savons pas exactement comment ICE va aborder ce processus, vous voudrez peut-être soumettre à nouveau une demande de la libération conditionnelle.

8. Où puis-je me renseigner sur la façon de demander une libération conditionnelle?

Nous avons développé une ressource pour les personnes qui souhaitent préparer elles-mêmes des demandes de libération conditionnelle sans avocat. Veuillez consulter **le Guide de la Libération Conditionnelle ci-joint** ou visitez notre site Web à l'adresse <https://www.splcenter.org/ICEParoleToolkit> ou <https://www.splcenter.org/KitdeLibertadCondicionaldeICE>, où vous pouvez télécharger le guide, regarder notre webinar d'information enregistré, et trouvez d'autres ressources utiles. Si vous avez des questions supplémentaires, vous pouvez appeler notre ligne d'assistance téléphonique pour la libération conditionnelle au **833-907-1214** de 9h00 à 16h00 (zone horaire Central), du mardi au vendredi, sauf les jours fériés. Comme nous avons un volume d'appels élevé, nous apprécions votre patience.

## Instructions pour demander la libération conditionnelle

Instructions pour demander une libération conditionnelle . . . . .	1
Étape 1. Trouvez votre sponsor . . . . .	1
Qui peut être mon sponsor? . . . . .	1
Mon sponsor, doit-il être membre de ma famille?? . . . . .	1
Mon sponsor doit-il être citoyen ou résident permanent des États-Unis? . . . . .	1
Étape 2. Collaborez avec votre sponsor pour préparer une lettre de soutien . . . . .	1
Quel est le but de la lettre d'appui? . . . . .	1
Que doit faire la lettre d'appui de mon sponsor dire? . . . . .	1
Étape 3. Obtenez tous les documents nécessaires . . . . .	2
Documents d'identité . . . . .	2
Documentation que vous n'êtes pas un risque de s'enfuir . . . . .	2
Documentation que vous n'êtes pas un danger pour la communauté . . . . .	2
Étape 4. Traduire tout document qui n'est pas en anglais . . . . .	3
Étape 5. Faites un examen final de votre dossier . . . . .	3
Étape 6. Envoyez le document. . . . .	3

## Instructions pour demander une libération conditionnelle

### Étape 1. Trouvez votre sponsor.

#### Qui peut être mon sponsor?

Votre sponsor est une personne qui accepte de prendre la responsabilité de vous tout au long du processus de votre dossier d'immigration. Cette personne attestera par écrit à l'ICE que: (1) elle vous donnera un logement une fois que vous auriez quitté la détention (2) elle vous apportera un soutien financier (3) elle assurera de vous rendre à vos audiences.

#### Mon sponsor doit-il être mon parent?

Pas nécessairement. Les règles n'exigent pas que les sponsors soient des parents de personnes qui demandent une libération conditionnelle. Cependant, l'expérience nous montre que l'ICE considère qu'il est plus favorable si les sponsors sont de votre famille. Si vous n'avez pas de membre de votre famille qui souhaite être votre sponsor, ne l'abandonnez pas. Envisagez d'autres options, telles que les organisations confessionnelles, le soutien aux immigrés, ou la solidarité avec les compatriotes de votre pays.

#### Mon sponsor doit-il être citoyen ou résident permanent des États-Unis?

Aucune règle écrite ne l'exige. Cependant, l'expérience nous enseigne que l'ICE approuve rarement la libération conditionnelle d'une personne si son sponsor n'est pas un citoyen ou un résident permanent des États-Unis.

### Étape 2. Collaborez avec votre sponsor pour préparer une lettre de soutien.

#### Quel est le but de la lettre d'appui?

La lettre d'appui est votre chance de montrer à ICE que votre sponsor honorera les promesses de vous donner un logement, vous soutiendra financièrement et s'assurera que vous irez à toutes vos audiences au tribunal d'immigration jusqu'à la fin de votre affaire judiciaire.

#### Que doit dire la lettre d'appui de mon sponsor?

La lettre d'appui de votre sponsor doit contenir les éléments suivants:

##### 1. *Données sur le sponsor*

- nom complet du sponsor
- adresse physique du sponsor
- numéro de téléphone du sponsor
- le statut d'immigration (de préférence résident permanent ou citoyen américain) du sponsor

##### 2. *Vos informations*

- votre nom complet
- votre numéro A
- votre pays d'origine

### 3. Explication de la façon dont vous et votre sponsor vous connaissez

- quelle relation entretenez-vous (par exemple, marié, parent / enfant, cousins, amis ou rencontré par le biais d'une organisation de soutien aux immigrants)
- depuis combien de temps vous vous connaissez
- des anecdotes qui montrent comment votre sponsor connaît votre caractère ou à quel point votre relation est proche

### 4. Engagements écrits du sponsor

- promettez que si vous êtes en libération conditionnelle, vous vivrez à l'adresse indiquée avec votre sponsor
- promettez que le sponsor est prêt à vous soutenir financièrement pendant votre dossier d'immigration

## Étape 3. Obtenez tous les documents nécessaires.

Vous aurez besoin de documents établissant plusieurs choses: votre identité, que vous ne s'enfuiriez pas si vous obteniez la libération conditionnelle et que vous ne représentez pas de danger pour la communauté.

### Documents d'identité

Vous pouvez inclure plusieurs documents dans votre demande pour établir votre identité. Consultez la liste des documents dans la section de ce guide intitulée «Liste de contrôle des libérations conditionnelles, documents pouvant prouver l'identité».

### Documentation que vous n'êtes pas un risque de vol.

Ces documents proviendront principalement de votre sponsor. En plus de la lettre de votre sponsor, vous aurez besoin de:

1. *Preuve de l'adresse résidentielle de votre sponsor.* Assurez-vous que tout document que vous allez utiliser contient le nom et l'adresse résidentielle de votre sponsor. Exemples:

- facture de téléphone
- facture de services publics
- hypothèque ou bail

2. *Preuve du statut d'immigration de votre sponsor.* Exemples:

- copie de la carte de résident permanent (carte verte)
- copie du passeport des États-Unis

### Documentation que vous n'êtes pas un danger pour la communauté.

Avez-vous un casier judiciaire dans votre pays d'origine?

- No → essayer d'obtenir une certification d'absence de casier judiciaire du gouvernement de ce pays
- Oui → incluez la preuve que vous avez purgé une peine qui vous a été infligée, que vous avez été réadapté, et / ou que l'accusation était motivée par des raisons politiques liées à votre persécution. Consultez la liste des documents dans la section de ce guide intitulée «Checklist Pour La Libération Conditionnelle, Documents Qui Peuvent Prouver Que Vous N'Êtes Pas un Danger Pour la Communauté».

#### Étape 4. Traduisez tout document qui n'est pas en anglais.

Pour tout document qui n'est pas en anglais, incluez le document dans la langue d'origine, plus deux choses:

1. Une traduction du document en anglais
2. Un certificat de traduction

Le certificat de traduction doit se lire comme suit:

<b>Certificate of Translation</b>
I, _____, hereby state that I am fluent in the English and _____ languages, and am competent to translate from _____ to English, and that I have translated the foregoing document fully and accurately to the best of my abilities.
Signed: _____
Dated: _____

#### Étape 5. Faites un examen final de votre demande.

Assurez-vous d'avoir satisfait à toutes les exigences. Utilisez la section de ce guide intitulée « Checklist Pour La Libération Conditionnelle » pour vérifier que vous avez suivi toutes les étapes.

#### Étape 6. Envoyez le document.

Vous ou votre sponsor pouvez envoyer la demande. Les demandes doivent être adressées à votre agent de déportation ICE.

Si votre sponsor l'envoie par la poste, demandez-lui d'utiliser un service de courrier qui certifie la réception de l'envoi. Si votre répondant l'envoie par courriel (email), assurez-vous qu'il conserve la preuve que la demande de libération conditionnelle a été envoyé.

Peu importe qui l'envoie, essayez de faire une copie de votre demande complète avant de l'envoyer et conservez-la dans vos fichiers.

## Checklist Pour La Libération Conditionnelle

### 1. Documents Pouvant Prouver l'Identité

- Passeport
  - Votre passeport original valide OU
  - Une copie de votre passeport ET un ou plusieurs des autres documents d'identité dans cette liste
- Carte d'Identité Nationale
  - Votre carte d'identité nationale en cours de validité OU
  - Une copie de votre carte d'identité nationale ET un ou plusieurs des autres documents d'identité dans cette liste
- Acte de Naissance
  - Votre certificat de naissance original ET un ou plusieurs des autres documents d'identité dans cette liste
  - Une copie de votre certificat de naissance ET un ou plusieurs des autres documents d'identité dans cette liste
- Affidavit (Lettre) d'une Personne Qui Peut Confirmer Votre Identité
  - Il doit inclure votre nom complet, votre date de naissance, votre numéro A à neuf chiffres et votre pays d'origine
  - Il doit être signé par un résident permanent légal (titulaire de la carte verte) ou un citoyen des États-Unis. Également, il doit inclure une copie du passeport ou de la carte verte de la personne
  - Il doit inclure le nom complet de la personne et son adresse et son numéro de téléphone
  - Il doit indiquer comment et depuis combien de temps il vous connaît

### 2. Documents Pouvant Prouver que Vous N'Êtes Pas un Risque de Fuite

- Affidavit (lettre) d'une Personne ou d'un Organisme Communautaire Qui Vous Soutiendra
  - Il doit inclure votre nom complet, votre date de naissance, votre numéro A à neuf chiffres et votre pays d'origine
  - Il doit inclure le nom complet de la personne / organisation ainsi que son adresse et son numéro de téléphone
  - Il doit être signé par un résident permanent légal (titulaire de la carte verte) ou un citoyen des États-Unis. Également, il doit inclure une copie du passeport ou de la carte verte de la personne
  - Il doit indiquer que vous résiderez à l'adresse indiquée et que la personne / l'organisation est disposée pour vous soutenir - par exemple, vous fournir un logement et de la nourriture - pendant que vous êtes en procédure d'immigration
  - Il doit inclure une copie d'une facture d'électricité ou de téléphone, avec le nom et l'adresse actuelle de la personne / organisation correspondant à l'adresse de résidence incluse dans l'affidavit
  - Il doit inclure une explication de votre relation avec la personne et depuis combien de temps vous vous connaissez.
  - Puisse inclure des détails sur tout autre lien que vous avez avec votre lieu de résidence (autre famille, amis, etc.)
  - Puisse inclure des anecdotes qui illustre votre relation avec la personne et votre caractère moral solide
- En plus de l'Affidavit De Parrainage, vous pouvez également soumettre
  - Des lettres d'autres membres de la communauté, montrant leur soutien. A noter: il doit inclure le nom, l'adresse, les coordonnées et le statut d'immigration de l'auteur
  - Documentation de tout service juridique, médical ou social que vous recevrez lors de votre libération

### 3. Documents Pouvant Prouver que Vous N'Êtes Pas un Danger Pour la Communauté

- Un certificat de casier judiciaire vierge dans votre pays d'origine et dans tout autre pays dans lequel vous avez habité.
- Preuve d'acquittement ou de rejet de toute accusation criminelle.
- Certificats pour les cours de réadaptation des criminels ou preuve d'autres réalisations positives (achèvement d'un diplôme ou formation, emploi à long terme, activités bénévoles, activités avec votre lieu de culte)
- Affidavit attestant à votre casier judiciaire vierge
  - Il doit inclure votre nom complet, votre date de naissance, votre numéro A à neuf chiffres et votre pays d'origine
  - Il doit être signé par vous
- Affidavit attestant de votre réadaptation
  - Il doit inclure votre nom complet, votre date de naissance, votre numéro A à neuf chiffres et votre pays d'origine
  - Il doit être signé par un résident permanent légal (titulaire de la carte verte) ou un citoyen des États-Unis. De plus, il doit inclure une copie de son passeport ou de sa carte verte
  - Il doit inclure le nom complet de la personne et son adresse et son numéro de téléphone
  - Il doit indiquer comment et depuis combien de temps il vous connaît
  - Il doit expliquer pourquoi il / elle croit que vous avez été réhabilité(e)

### Astuces/Conseils

1. N'oubliez pas que ce n'est pas votre demande d'asile. Bien que vous puissiez mentionner la persécution ou la torture qui vous a amené aux États-Unis, cela ne devrait pas être au centre de votre demande de libération conditionnelle. Vous devez plutôt vous concentrer sur la preuve 1) de votre identité, 2) que vous n'êtes pas un risque de fuite et 3) que vous ne représentez pas un danger pour la communauté. L'ICE devrait se concentrer sur ces caractéristiques pour prendre des décisions de la libération conditionnelle.
2. Si votre pièce d'identité a été confisquée par les agents de l'immigration, pensez à mentionner les documents en possession du gouvernement dans la lettre d'appui.
3. Si des lettres d'appui peuvent être notariées, il est préférable de le faire. Pensez à demander à votre banque ou bureau de poste local ou à payer un notaire.
4. Assurez-vous de traduire tous les documents qui ne sont pas en anglais et fournissez les versions originales et traduites. Cela comprend les affidavits de soutien, les passeports, les certificats de naissance et tout autre document dans une langue autre que l'anglais.
5. Vous pouvez être créatif! Si vous avez d'autres documents, lettres ou certificats qui, selon vous, aident à prouver votre identité et que vous ne présentez pas de risque de fuite ou de sécurité publique, vous pouvez les inclure.
6. Il est important que vous et la ou les personnes qui vous soutiennent comprennent le contenu de votre demande de libération conditionnelle. Vous devriez être appelé pour un entretien avec un agent ICE, et la personne qui vous soutient peut être appelée pour confirmer les informations de l'affidavit de soutien.
7. Vous pouvez soumettre une page de couverture qui explique brièvement la demande et qui liste les documents que vous avez inclus dans la demande.
8. Vous trouverez ci-joint un paquet d'exemples d'affidavits d'assistance pour vous donner une idée de l'apparence d'une telle lettre. N'oubliez pas que ce ne sont que des échantillons. Ces documents ne doivent pas être soumis à l'ICE dans votre demande de libération conditionnelle et vous ne devez copier aucune des lettres mot par mot. Il s'agit d'un processus personnel et chaque cas est unique.

## Exemples de questions d'entretien de la libération conditionnelle

1. **Avez-vous un sponsor?** (Oui ou non)
2. **Quelle est leur relation avec vous?** (Nom, adresse, numéro de téléphone)
3. **Allez-vous vivre avec votre sponsor?** (Oui ou Non)
5. **Avez-vous des liens familiaux étroits vivant aux États-Unis? Décrivez: (mère, père, nombre d'enfants; citoyen des Etats-Unis ou résident permanent)**
6. **Si votre libération conditionnelle est accordée, avez-vous des dispositions de voyage?**
7. **Avez-vous suffisamment de fonds pour toute forme de transport / nourriture?** (Taxi, ticket de bus ou billet d'avion)
8. **Avez-vous des liens communautaires ou des sponsors caritatives?** Décrivez: (église, programmes de réhabilitation)
9. **Avez-vous déjà été condamné pour avoir commis un crime? Décrivez:** (seulement répondre oui ou non)
11. **En l'absence de documents d'identité délivrés par le gouvernement, existe-t-il des affidavits émanant de tiers, qui sont eux-mêmes en mesure d'établir leur propre identité et adresse, qui étayent la validité de votre identité?**
12. **Voulez-vous ajouter quelque chose?**